

L'Humanité

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*



Rouge

1F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 318
Jeudi 4 septembre 1975

ON NE NEGOCIE PAS LES LICENCIEMENTS, ON LES REFUSE

Le cap du million de chômeurs est donc franchi officiellement. Les représentants du grand capital ont dû l'avouer et jeudi soir Giscard prendra un air grave pour en parler et compatir. Pour qu'ils en soient arrivés là ces grands bourgeois c'est que le chiffre réel des sans travail est bien plus élevé. Il est indispensable de toujours rappeler que les chiffres « officiels » ne tiennent compte ni des 600 000 jeunes qui vont arriver, selon l'expression ignoble des capitalistes, sur le « marché du travail », ni des centaines de milliers de jeunes qui n'ont encore jamais obtenu d'emploi, ni des millions de femmes asservies par force aux travaux ménagers.

Autrement dit la réalité c'est à coup sûr au moins deux millions de sans travail.

D'ailleurs y-a-t-il aujourd'hui une famille de travailleurs où l'on ne soit angoissé par le souci de trouver du travail et de ne pas perdre un emploi. La grande masse des familles est lourdement endettée notamment par l'achat d'un logement auquel les capitalistes les ont contraints par mille ruses.

Alors quand l'annonce des licenciements arrive, brutale avec toujours la même rengaine de la « conjoncture économique » c'est l'indignation et l'incompréhension. L'absence d'investissements capitalistes dans une région passe encore, mais ces usines qui ferment, ces outils de production gaspillés !

Pourquoi ? Voilà une question d'une importance extrême sur laquelle les révolutionnaires prolétariens doivent combattre

inlassablement les mystifications bourgeoises notamment celles des révisionnistes du P«C»F.

Car le chômage ce n'est pas l'affaire d'une politique mais d'un système social. La production capitaliste est régie par la loi du profit maximum et liée à l'économie de marché dans laquelle la force de travail des ouvriers est une marchandise achetée plus ou moins cher suivant les exigences du marché et la combativité des ouvriers.

Il est impossible de contraindre pacifiquement les capitalistes ou l'État capitaliste à investir dans des secteurs non rentables pour leurs capitaux et à prendre en compte sagement d'abord les intérêts des masses travailleuses : autant demander à la rivière de remonter à sa source. Voilà pourquoi le mot d'ordre de la confédération syndicale CGT exigeant la négociation est un mot d'ordre de démission et de démobilisation un mot d'ordre de traîtres à la classe ouvrière. Les marxistes-léninistes ne sont pas contre toute négociation mais le préalable c'est d'avoir créé un rapport de force favorable aux travailleurs et dans le cas des licenciements il est impossible de négocier, il faut refuser totalement, entièrement, radicalement tout licenciement.

Et même cela ne suffirait pas à supprimer le chômage.

Sans prendre le pouvoir à la classe bourgeoise, sans briser son appareil d'État, sans l'exproprier et exercer sur elle une dictature des masses populaires dirigées par la classe

ouvrière il est impossible de changer radicalement le système social.

L'expérience tragique de l'URSS où le capitalisme a été restauré avec son économie de marché et son chômage ainsi que la lutte révolutionnaire du peuple chinois engagée sous la direction du président pour renforcer la dictature du prolétariat nous apprend d'ailleurs que même dans la société socialiste les bases matérielles d'une restauration du capitalisme existent et c'est pourquoi il est indispensable de lutter pour limiter le droit bourgeois qui maintient le travailleur comme une marchandise de valeur variable.

Cela montre à quel point il ne suffit pas d'un changement de gouvernement pour supprimer les maux du capitalisme mais il faut une prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes sous la direction politique et idéologique de la classe ouvrière et de son parti.

Meeting de Ballanger à Bastia ... 50 personnes

« Que se passe-t-il en Corse ? » Si vous voulez le savoir ce n'est pas « l'Humanité » qu'il faut lire malgré le titre d'un long article embarrassé de Laurent Salini paru ce mercredi. La tentative de sabotage de la puissante grève organisée lundi a piteusement échoué et en Corse les dirigeants du P«C»F sont mis en accusation par la population, y compris par les militants de base de ce parti qui, malgré les directives, ont participé à la grève. Ballanger, président du groupe parlementaire du P«C»F, a tenu un meeting à Lupino, un quartier populaire de Bastia, devant... 50 personnes. Il a dû se sentir un peu seul. Au même moment des milliers de personnes étaient en grève contre la volonté des dirigeants révisionnistes du P«C»F. Tout cela n'empêche pas Salini d'écrire :

« Le Parti communiste est, depuis dimanche, partout à l'offensive. Son appel à la lutte a été diffusé à des milliers d'exemplaires. La manifestation de Lupino, un quartier ouvrier de Bastia, apparaît déjà comme le début de la reconquête de l'opinion publique. »

Salini confond offensive et déroute.

ESPAGNE: 8 MILITANTS DU FRAP MENACES DE MORT

De nombreuses manifestations se poursuivent en Espagne contre la condamnation à mort de Garmendia et Otaegui. Trois cents prisonniers politiques ont mené une grève de la faim et pour cela dix neuf d'entre eux sont l'objet d'une nouvelle inculpation.

Inquiet du développement des luttes populaires, en particulier après l'assassinat d'un jeune antifasciste, à Saint-Sébastien le gouverneur a menacé la population de faire un « usage énergétique de son autorité ».

Par ailleurs, trois militants du FRAP ont été arrêtés à Madrid. Ils sont accusés d'avoir exécuté le 16 août un lieutenant de la Garde civile. Ils risquent la mort comme ces cinq autres militants du FRAP dont le procès doit s'ouvrir prochainement. Tout cela indique qu'il faut renforcer la solidarité avec la lutte du peuple d'Espagne contre la répression fasciste et donner le plus d'ampleur possible à la manifestation convoquée par le FRAP, l'Humanité Rouge et la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, samedi à 16 heures au métro Trinité.

LIMA : Renforcement du mouvement des non-alignés

La cinquième Conférence ministérielle du Mouvement des «non-alignés» a été placée sous le signe du renforcement apporté par l'adhésion des pays indochinois victorieux : ce n'est pas un hasard en effet car l'essor des mouvements de libération dans les trois pays d'Indochine a marché de pair avec le renforcement du non-alignement, guidés par une commune volonté d'indépendance et de liberté.

Clôture des travaux après cinq jours de discussions sérieuses et approfondies, la conférence a adopté deux documents fondamentaux, le premier sur la «solidarité et l'aide mutuelle», l'autre sur une «stratégie pour le renforcement de l'unité et de la solidarité des pays non-alignés et pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international». La conférence a adopté en outre des résolutions politiques portant sur la Palestine, le Moyen-Orient, la transformation de l'océan Indien en zone de paix, et l'Afrique du Sud, ainsi que quatre résolutions économiques : sur la création d'un fonds de solidarité pour promouvoir le développement

économique et social des pays non-alignés, sur la «création d'un Conseil des associations des pays en voie de développement producteurs-exportateurs de matières premières», sur la création d'un fonds de solidarité pour promouvoir la reconstruction du Cambodge, du Laos et du Vietnam, et d'un «fonds spécial pour financer les réserves régulatrices des matières premières et des produits exportés des pays en voie de développement».

Plus de 600 délégués représentant 81 pays ont participé à ces travaux en présence de plus de 20 pays ou organisations de libération nationale.

La conférence a admis comme nouveaux membres : la République démocratique du Vietnam, la République populaire démocratique de Corée, le Panama et l'Organisation pour la libération de la Palestine. En accroissant la fermeté, la force et l'unité des pays non-alignés devenus conscients de leur force, elle a constitué un pas important dans la marche du Mouvement des non-alignés vers ses objectifs.

En Suède et en Norvège manifestations contre l'occupation soviétique en Tchécoslovaquie

Pour le 7^e anniversaire de l'invasion armée du social-impérialisme soviétique en Tchécoslovaquie et de son occupation continue de ce pays, de nombreux manifestants se sont rassemblés en Suède à l'appel du Parti communiste de Suède, l'Union marxiste-léniniste de lutte, l'Organisation de l'unité communiste, la Jeunesse rouge et la Fédération-Clarté et ont participé à une marche et à un rassemblement de protestation aux cris de «URSS hors de Tchécoslovaquie», «combattons le social-impérialisme», «la Conférence de sécurité européenne n'est pas un garant de paix». La manifestation a été clôturée par un

rassemblement au cours duquel l'écrivain Jan Myrdac a pris la parole affirmant que l'occupation armée soviétique «est un crime commis non seulement contre le peuple de Tchécoslovaquie mais aussi contre la paix et la sécurité du peuple européen en général».

De semblables manifestations se déroulaient en même temps dans plusieurs grandes villes de Suède.

De même en Norvège, dans la capitale et douze autres grandes villes, de semblables manifestations se tenaient sur le même thème, s'achevant à Oslo par une marche sur l'Ambassade soviétique.

Une déclaration du représentant de l'OLP à Paris

Le mardi 2 septembre, à 13 heures, à la télévision française, le représentant de l'OLP, organisation de libération de la Palestine, Ezzedine Kalah, a fait une déclaration concernant le récent accord égypto-israélien, nous la publions ci-dessous.

Sans jamais nous ingérer dans les affaires intérieures des peuples et pays arabes, nous tenons à réaffirmer notre soutien à leur lutte de libération nationale et notamment à celle, principale, du peuple palestinien.

«Cet accord renforce la présence des USA dans la région, qui ont tenté et tentent toujours de faire sortir l'Égypte des rangs de la solidarité arabe, pour briser la solidarité arabe et la résistance palestinienne.

«Ils se trompent lourdement en croyant que quelques pouces de territoires rendus peuvent

amener la paix au Moyen-Orient, car la cause palestinienne est toujours présente et soutenue par les pays arabes.

«Nous pensons que le peuple égyptien n'a jamais lâché le peuple palestinien, et ne le lâchera jamais.

«D'après les journaux et les commentaires, cet accord exclut toute participation militaire de l'Égypte pendant trois ans. Mais nous pensons qu'elle interviendra s'il y a une cinquième guerre, poussée par ses sentiments pour son peuple frère : palestinien, syrien et libanais.

«Cette présence rappelle la présence américaine d'il y a plus de 20 ans au Vietnam, qui a commencé par l'envoi de conseillers.

«Ce sont les USA qui renforcent leur position dans la région, au détriment de la solidarité arabe et des juifs qui vivent en Palestine.»

DEPECHEs

GREVE DES MINEURS AMERICAINS

30 000 mineurs développent leur grève aux USA. Parti de Virginie occidentale, à la mi-août, le mouvement a eu pour origine le licenciement de deux ouvriers et l'inertie des dirigeants syndicaux face à ce fait. Malgré l'ordre de reprise du travail donné par ces derniers, les grévistes ont continué de tenir des piquets de grève que, par solidarité, les autres mineurs ont refusé de franchir. La grève s'est rapidement étendue à l'est du Kentucky et a reçu le soutien des mineurs de l'Ohio déclenchant une grève de solidarité.

LA GRANDE-BRETAGNE S'ENFONCE DANS LA CRISE ECONOMIQUE

Montée du chômage, baisse de la production industrielle, inflation galopante, chute continue du taux de change de la livre sterling, autant de signes indiquant que la crise économique s'accroît en Grande-Bretagne.

Le taux de chômage est monté à 5,4 % ce mois-ci pendant que la production industrielle baissait de 3,5 % durant le dernier trimestre, la production d'acier, notamment, enregistre le chiffre le plus bas depuis 1951.

En même temps l'inflation se développe à un rythme sans précédent depuis la fin de la guerre. Le taux d'accroissement des prix vient en tête de tous ceux enregistrés dans les principaux pays capitalistes. Enfin la balance du commerce extérieur s'est également détériorée et enregistré

en juillet un déficit de 294 millions de livres sterling.

Les travailleurs britanniques savent bien que cette situation ne fera qu'empirer dans un proche avenir et se préparent à développer leurs luttes en conséquence.



AU PORTUGAL, L'OPPOSITION A GONCALVES S'AMPLIFIE...

Le chef d'état-major de l'armée de l'air a annoncé lundi son opposition à la nomination de Vasco Gonçalves comme chef d'état-major général de l'armée ; ce refus d'obéissance s'ajoute à d'autres exprimés par des officiers de l'armée portugaise. Le mouvement massif s'opposant à l'ancien premier-ministre n'a pas désarmé après sa démission ; les révisionnistes portugais tentent de manœuvrer face à cet échec, mais l'opposition à leur politique et à leurs pratiques est grandissante.

L'ACCIDENT DE CAR SURVENU A UN GROUPE REVENU D'ALBANIE

Nous signalons que la camarade Monique MIEGE de Grenoble utilisait habituellement son nom de famille : Monique GISCARD ; aussi conformément à son souhait, nous saluerons sa mémoire sous le nom qu'elle portait.

NOUVEAUTES

Ed. de Pékin :

- Recueil d'articles : la critique contre Lin Piao et Confucius (1) 1,65 F

- De la base sociale de la clique antiparti de Lin Piao (Yao Wen-yuan) 0,55 F

- De la dictature intégrale sur la bourgeoisie (Tchang Tchouen-kiao) 0,55 F

- Aperçu sur la culture chinoise (enseignement-santé-littérature et art-sciences et techniques-culture physique et sports) 2,55 F

- La grande victoire du peuple cambodgien 0,55 F

- La grande victoire du peuple vietnamien 0,75 F

E-100 :

Il y a trente ans... le 8 mai 1945 par Mahfoud Kaddache, présentation : Jacques Jurquet. Collection «le tiers monde en lutte».

Le tout 15, 00 F port compris.

Réimpression :

Lénine et l'organisation, 13,00 F

Adresser toutes vos commandes par correspondance à : E-100 - 24 Rue Philippe de Girard - 75010 Paris.

LOGEMENTS : TOUJOURS PLUS CHERS !

Comme toutes les autres, cette rentrée s'accompagne d'une impressionnante série de hausse des prix, rognant toujours un peu plus le pouvoir d'achat des travailleurs. La charge des logements, déjà très pesante dans le budget des travailleurs — entre un tiers et la moitié de leurs ressources en moyenne — va s'alourdir encore.

C'est d'abord l'annonce de la libération des loyers des appartements de la catégorie II A, touchant environ 60 000 logements. Cette décision s'ajoute à l'augmentation de 7,5 % des loyers des HLM, déjà hors de prix. En trois ans ces derniers ont augmenté d'un quart, les charges locatives de la moitié, ce qui conduit à un prix devenu insupportable pour nombre de travailleurs : environ 700 F pour un F4 récent et on parle à nouveau de 60 % de hausse dans les trois années à venir.

La rareté et la cherté des locations HLM ont conduit nombre de travailleurs à s'endetter lourdement pour acquérir un logement, souvent situé très loin de leur lieu de travail car les prix sont un peu moins chers dans les banlieues et périphéries des villes. Mais là aussi les promoteurs et requins de l'immobilier de toutes sortes les saisissent à la gorge : les charges résultant de ces acquisitions augmentent trois fois plus vite que les ressources des acheteurs !

Dans le même temps les scandales — vite étouffés — des luxueuses opérations de rénovation éclatent un peu partout. C'est ainsi qu'à Paris, les travaux de l'opération Italie semblent stoppés, les crédits destinés aux équipements sociaux indispensables ayant mystérieusement disparus au cours de la dernière campagne électorale. La plupart des coûteux appartements de standing demeurent d'ailleurs inoccupés, on comprend pourquoi quand on a la curiosité de s'informer des prix : 20 millions le studio dans la Tour «Tokyo», autour de 100 millions le duplex ! C'est pourquoi ces tours demeurent en grande partie inoccupées, faute d'acquéreur. On a pourtant construit en France, en 1975, 60 000 appartements de ce type pour 25 000 HLM, et ça continue.

On comprend que le mécontentement soit profond sur ce point aussi et que dans les cités HLM nombre de locataires — 1 sur 4 dans certains cas — ne paient plus leur loyer. A nous de leur faire savoir qu'en Chine comme en Albanie socialiste, le montant des loyers, charges comprises, est compris entre 1 et 4 % des revenus des travailleurs. A nous aussi de leur faire savoir le pourquoi de cette différence : dans ces pays les ouvriers sont maîtres du pouvoir d'État et les exploitateurs en ont été bannis à jamais.

JEAN DOUMENG A L'AFFUT D'UN CONTRAT PETROLIER

On apprend que le milliardaire du parti de Marchais, fondateur du MODEF, cherche à se placer comme intermédiaire dans les contrats pétroliers signés entre la France et l'URSS. On sait que pour appuyer ses marchandages Doumeng s'est rendu actionnaire de 14 % des parts de la CEP (Compagnie européenne des pétroles) fondée en 1973.

Sans doute est-ce là encore un nouveau moyen de financement du parti révisionniste sur lequel celui-ci espère pouvoir compter prochainement.

Les milliards de Doumeng ne sont pas neutres, et cet argent sent la subversion révisionniste à plus d'une lieue. Doumeng dont nous avons déjà parlé plusieurs fois dans nos colonnes, est le spécialiste de l'import-export avec les pays révisionnistes. Il importe des tracteurs tchèques «Zetor» en France qui ont été la condition pour l'exportation de voitures Renault dans ce pays.

En 1972, lorsque l'URSS avait acheté un million de tonnes de céréales en France, c'est encore Doumeng qui a financé l'opération — avec de multiples

profits tirés des paysans français bien entendu.

Le chiffre d'affaire de ses sociétés s'est élevé l'an passé à plus de 12 milliards de francs actuels.

Récemment, il s'est lancé dans la promotion d'usine d'élevage de bovins industriel en grand, dont l'inspiration lui est venue directement des grandes entreprises d'élevage capitalistes telles qu'il en existe en URSS. Les paysans travailleurs savent bien que ces entreprises ne leur sont pas réservées, mais qu'elles sont une source d'importants profits pour les capitalistes qui investissent dans ce secteur vu les taux de profits importants dus à la présence très forte de l'élevage artisanal en France.

On se souvient aussi que Doumeng a été condamné au printemps dernier pour trafics frauduleux de masse de vin italien ; cela alors que le MODEF proteste contre les importations comme principales responsables de la crise viticole...

Que Doumeng, ou plutôt le parti de Marchais s'intéresse à l'énergie, cela n'est pas étonnant. Il faut dénoncer ces marchandages de capitalistes, d'autant plus que les questions énergétiques sont en Europe propres à l'usage de pressions économiques multiples de la part des superpuissances ; et là il s'agit de l'URSS.

APRES LA VISITE DE LA DELEGATION CAMBODGIENNE EN CHINE

«On connaît ses amis véritables dans les moments difficiles». C'est un vieux dicton cambodgien que la presse du Front uni national (FUNK) a rappelé lors de la visite de la délégation du FUNK et du Gouvernement royal d'union national (GRUNC) en Chine, pendant la seconde quinzaine d'août.

Le 27 août, le président Mao Tsé-toung a rencontré Samdech Sihanouk, le premier ministre Penn Nouth, le vice premier ministre Khieu Samphan (la photo ci-dessus montre la rencontre du président Mao et de Khieu Samphan).

«Ce n'est pas le peuple chinois qui a donné au peuple cambodgien ce qui est appelé l'aide, mais c'est le peuple cambodgien qui a soutenu le peuple chinois». Voilà ce qu'a affirmé le président Mao Tsé-toung en réponse



aux remerciements de la délégation cambodgienne.

De fait, jamais le soutien mutuel entre les deux peuples et leurs dirigeants ne s'est

démenti, et leurs succès actuels acquis au cours de combats ardues ne peuvent que renforcer leurs liens d'avantage encore.

AFFICHEZ L'H.R.



ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

TIRANA

FRONT OUVRIER



Le patron des patrons veut institutionnaliser le chômage partiel

A la faveur de la crise, la bourgeoisie tente différents aménagements et transformations de son économie. Elle réforme de telle sorte qu'elle puisse tirer le maximum de profit du travail des ouvriers.

Récemment interviewé, François Ceyrac a «lancé l'idée» de réduire les horaires de travail, non en respectant (enfin) la législation qui fixe le nombre d'heures de travail à 40 par semaine, mais en procédant à un calcul annuel et en fixant le nombre d'heures de travail à 2 000 par an.

Loin de n'être qu'une formalité administrative, un changement secondaire, de forme, cette «idée», si elle était appliquée, serait une mesure grave s'attaquant au droit au travail, droit vital pour le prolétariat. C'est à ce titre qu'elle doit être combattue dès maintenant avec la plus grande vigueur par les larges masses de la classe ouvrière.

A l'heure où l'on s'aperçoit que «la fin du tunnel», que Chirac disait apercevoir, est encore bien lointaine ; à l'heure où l'on annonce officiellement que le million de chômeurs est atteint et où le président du CNPF, Ceyrac, déclare : «En septembre-octobre, nous subirons les conséquences de l'aggravation de la situation au cours du second trimestre 1975. De nouveaux licenciements seront inévitables (...) Normalement, la courbe du chômage ne s'inversera pas avant le 1^{er} semestre de 1976» ; à l'heure où de grandes entreprises concrétisent ces paroles, tel Boussac qui veut se débarrasser d'un millier de travailleurs ; la bourgeoisie s'oriente vers des transformations de la législation du travail et particulièrement de celle concernant les horaires de travail.

Dans son interview au «Point» du 1^{er} septembre, le même Ceyrac se demande en effet si la «réduction souhaitable (des horaires) doit se faire dans le cadre d'une réglementation malthusienne, étriquée — huit heures par jour, 40 heures par semaine — ou s'il faut l'organiser dans un cadre plus souple et plus vaste : 2 000 heures par an»...

La vérité est qu'entre les deux formules de réduction d'horaires, le cœur avide de profits du patron des patrons ne balance guère. Et s'il se «demande» laquelle est la meilleure c'est simplement pour essayer d'introduire en douceur cette réforme plus qu'avantageuse pour les capitalistes.

La recherche du profit maximum veut que les patrons disposent d'une main-d'œuvre malléable et corvéable à merci. Une entreprise capitaliste a-t-elle besoin, à cause de l'engorgement du marché ou pour toute autre raison tenant à la crise, que la production ralentisse ou même cesse complètement pour un temps dans tel ou tel secteur, le temps de le restructurer ou de le démanteler ? Qu'à cela ne tienne, les capitalistes ne touchent pas aux cadences mais réduisent les horaires ou mettent les ouvriers au chômage partiel, voire les licencient purement et simplement. Le capital a-t-il soudain besoin d'une augmentation de la production ? Qu'à cela ne tienne, les patrons rallongent la journée de travail tout en accélérant encore plus les cadences.

Ce système fonctionne déjà : un patron comme celui de l'entreprise d'horlogerie Vedette à Saverne en Alsace n'a pas hésité par exemple à réduire à 36 heures par semaine le temps de travail de ses ouvriers en

juin, puis à le ramener à 40 heures le 18 août, tout en laissant planer aujourd'hui de nouvelles menaces de chômage partiel. En Alsace encore, les 200 travailleurs employés à la société Saborec fabriquant des panneaux de fibres et de particules de bois à Strasbourg viennent d'avoir une semaine chômée ; à la FAMT à Bischwiller les ouvriers sont menacés de réduction du temps de travail : les 180 ouvriers des Procédés Élastic à St Louis ne travaillent plus que 36 heures par semaine ; les 550 salariés de la Société mécanique du Haut-Rhin dépendant des Cycles Peugeot chôment un à deux jours par mois : l'horaire a été réduit à 28 heures par semaine pour les 620 travailleurs de chez Goldenberg, filiale de Peugeot à Saverne, etc.

Les avantages de la formule proposée par Ceyrac pour les patrons seront multiples. Sans explication aucune, le patron pourra faire travailler ses ouvriers 50 heures par semaine pendant un mois et 30 heures par

semaine le mois suivant. Cela sera conforme à la législation bourgeoise du travail. D'autre part, alors qu'aujourd'hui les capitalistes sont obligés de verser un minimum d'indemnités aux ouvriers quand ils décident le chômage partiel, avec le nouveau calcul du nombre d'heures de travail, légalement il n'y aura pas besoin de verser d'indemnités. Les travailleurs pourront ainsi pendant plusieurs mois ne toucher que 80, 60, voire 50 % de leur salaire normal. Les payes seront irrégulières et souvent dérisoires. Autre avantage : les capitalistes pourront faire récupérer les journées de grève par exemple en rallongeant la durée quotidienne de travail une fois la grève terminée. Ils diminueront ainsi considérablement l'efficacité de cette arme essentielle pour le prolétariat dans son combat quotidien contre la bourgeoisie : la grève. Les capitalistes pourront encore diviser et désorganiser la classe ouvrière, en réduisant les horaires pour une partie seulement des ouvriers d'un même atelier. Les patrons, soyons-en sûrs, ne manqueront pas de réduire le temps de travail dans tel ou tel atelier en «expliquant» aux ouvriers qu'ils y sont obligés parce que les ouvriers des ateliers d'amont ou d'aval ne travaillent pas assez vite, etc.

Cette «petite idée» anodine avancée par Ceyrac dans une interview non-officielle doit susciter la plus grande vigilance de la classe ouvrière. Le chef de file des patrons semble exempt de toute arrière-pensée. En fait, il est presque certain que cette nouvelle façon de réduire les horaires correspond à un projet bien réel

de la bourgeoisie. Il est clair qu'il ne représenterait qu'un nouveau bond en avant dans la surexploitation de la classe ouvrière, une légalisation du chômage partiel et donc sa généralisation et sa permanence. Les travailleurs n'ont rien à gagner mais au contraire tout à perdre à un tel système.

Mais jamais le prolétariat n'acceptera un tel système. La preuve en est : les luttes que le prolétariat a menées avant les vacances et qui, pour une partie d'entre elles, se sont poursuivies en juillet et en août, luttes où la classe ouvrière a montré une très grande détermination, une volonté inébranlable de vaincre malgré le travail forcé de démobilisation entreprise par les traîtres antiouvriers et en particulier par les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la CGT. Dans ces luttes s'est développée l'idée de la révolution, l'idée d'en finir avec le système capitaliste pourrissant. A nouveau avec cet avant-projet de transformation de la législation du travail, c'est la question du droit au travail qui est posée. Mais cette fois ce ne sont plus des dizaines ou des centaines de milliers, ni même un million et demi de travailleurs qui sont visés, c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée. La riposte des travailleurs sera à la mesure de l'agression.

Plus que jamais la classe ouvrière doit passer à l'offensive et lutter de façon unie et massive contre le chômage total ou partiel, contre tout licenciement individuel ou collectif, pour le droit au travail pour tous et pour 40 heures par semaine.

IMPRIMERIE CARON-OZANNE (CAEN)

DANS LA LUTTE, L'UNITE OUVRIERS-PAYSANS SE RENFORCE

Dimanche 31 août, des paysans de la Manche ont organisé une «opération-vérité» sur la ferme de Maurice et Pascaline Falabrègue à la Godefroy à 5 km d'Avranches. Les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen ont participé à cette «opération».

Le programme de cet après-midi portait à la fois sur la lutte des travailleurs de Caron-Ozanne qui entrent dans leur 4^e mois de grève avec occupation pour empêcher leur patron de les licencier, et sur celle des paysans Falabrègue qui risquent d'être expulsés s'ils n'achètent pas la ferme qu'ils exploitent et à qui le Crédit agricole refuse de prêter les capitaux nécessaires à cet achat. Les uns et les autres ont expliqué le contenu, les formes et l'importance de leur lutte respective. En outre, des travailleurs de la société Cyclone fabriquant des imperméables à Avranches ont expliqué les manœuvres

de leur patron visant à les licencier et les luttes qu'ils mènent pour les contrer et conserver leur emploi.

Près d'un millier de personnes ont participé à cette «opération-vérité». Les travailleurs, et en particulier les ouvriers en grève de Caron-Ozanne, ont pu nouer de nombreux contacts. Cette manifestation a également permis de faire connaître le journal de lutte «Ouest-licenciements» et d'en expliquer les objectifs : développer l'unité de la classe ouvrière et des diverses couches populaires exploitées par la bourgeoisie, et renforcer la solidarité entre les différentes luttes prolétariennes et populaires.

Les ouvriers de Caron-Ozanne ont également profité de cette occasion pour analyser et approfondir avec les paysans la question de la solidarité. De ces discussions en particulier il est ressorti que l'importance que les

ouvriers accordent à la solidarité paysanne ne vient pas du fait que les paysans apportent à l'usine œufs, lait et autres denrées, mais principalement du fait que les ouvriers peuvent nouer de nombreux contacts, faire connaître leur lutte et bénéficier du soutien politique de la paysannerie, et inversement, grâce aux contacts noués, soutenir ses luttes. Bref, ouvriers et paysans ont insisté sur le fait que ce qui importe dans les contacts qu'ils peuvent avoir les uns avec les autres c'est de développer l'unité populaire et ainsi de renforcer les masses laborieuses dans leur lutte incessante contre le capitalisme.

Assurément, la journée de dimanche connaissant plein succès aura puissamment contribué au développement de cette unité et de cette solidarité entre les ouvriers de Caron-Ozanne, de Cyclone, les paysans de la Manche et les nombreux travailleurs présents.